

--	--	--	--	--	--	--	--	--

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Etablissement pénitentiaire InSERRE à TOUL (54)**

### **Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Sante (CSPS)**

#### **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

Document valant CCAP et CCTP

# Table des matières

CHAPITRE 1. GENERALITES .....	4
ARTICLE 1. Objet du marché .....	4
1.1. Présentation de l'opération.....	4
1.2. Cadre contractuel de la mise en œuvre du projet InSERRÉ à Toul.....	7
1.3. Missions confiées au coordonnateur SPS.....	8
1.4. Principes d'intervention du coordonnateur sécurité et prévention de la santé.....	8
1.5. Décomposition en tranches .....	9
1.6. Prestations similaires .....	9
ARTICLE 2. Définition des parties.....	9
2.1. Le maître d'ouvrage.....	9
2.2. Assistant(s) du maître d'ouvrage .....	9
2.3. Contrôleur technique .....	10
2.4. Autres intervenants.....	10
2.5. Titulaire.....	10
ARTICLE 3. Pièces constitutives du marché.....	11
ARTICLE 4. Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité .....	11
4.1. Obligations de confidentialité.....	11
4.2. Mesures de sécurité.....	12
ARTICLE 5. Contenu des prestations .....	13
5.1. Phase conception.....	13
5.2. Phase préparation du chantier .....	16
5.3. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE) .....	18
5.4. Phase travaux.....	18
5.5. Phase réception des travaux .....	21
5.6. Mission durant la garantie de parfait achèvement.....	22
ARTICLE 6. Modalités d'intervention .....	22
6.1. Autorité du coordonnateur SPS.....	22
6.2. Conditions d'exécution.....	26
ARTICLE 7. Délais et pénalités.....	27
CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS.....	32
ARTICLE 8. Exécution du marché.....	32
8.1 Modalités d'exécution.....	32
8.2. Décomposition du marché.....	32
8.3. Affermissement de la tranche optionnelle .....	32
8.4. Validation des documents et avis remis par le titulaire .....	33
8.5. Achèvement de la mission.....	33
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT .....	33
ARTICLE 9. Prix.....	33
9.1. Répartition des prix.....	33

9.2. Contenu des prix .....	33
9.3. Variation des prix .....	34
9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	34
9.5. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation .....	34
ARTICLE 10. Modalités de règlement.....	35
10.1. Avance.....	35
10.2. Acomptes et solde .....	35
10.3. Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....	37
10.4. Délais de paiement.....	37
CHAPITRE IV : DIVERS.....	37
ARTICLE 11. Assurances .....	37
11.1. Responsabilités.....	37
11.2. Assurances .....	37
ARTICLE 12. Arrêt de l'exécution du marché .....	38
ARTICLE 13. Résiliation du marché.....	38
13.1. Résiliation du marché .....	38
13.2. Résiliation du fait du maître du pouvoir adjudicateur .....	38
13.3. Résiliation aux torts du titulaire.....	38
13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	38
ARTICLE 14. Règlements des différends.....	38
ARTICLE 15. Exclusivité – conflits d'intérêts.....	39
ARTICLE 16. Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés.....	39
ARTICLE 17. Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés .....	40
ARTICLE 18. Article 18 : Dérogations aux documents généraux.....	40

# CHAPITRE 1. GENERALITES

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs (S.P.S.) relative à l'opération de conception, réalisation et aménagement du futur établissement pénitentiaire InSERRE à TOUL (54).

## ARTICLE 1. Objet du marché

### 1.1. Présentation de l'opération

L'opération de construction d'un nouvel établissement pénitentiaire InSERRE dans le département de la Meurthe-et-Moselle s'inscrit dans le cadre du programme de construction de 15 000 places de prison supplémentaires lancé par le Président de la République et porté par le Garde des Sceaux. Ce programme vise à assurer l'exécution effective des décisions de justice, améliorer les conditions de travail des personnels pénitentiaires, améliorer la prise en charge des détenus, et lutter contre la surpopulation carcérale.

Dans le cadre de ce plan, un nouvel établissement pénitentiaire InSERRE (Innover par des Structures Expérimentales de Responsabilisation et de Réinsertion par l'Emploi) de 100 places est prévu à Toul dans le département de la Meurthe-et-Moselle (54). Le site retenu pour accueillir le nouvel établissement InSERRE se situe sur des parcelles agricoles contiguës à la zone d'activités de la Queue de chat dans la commune de Toul.

L'emprise initiale du périmètre projet occupe une surface d'environ 19,7 hectares (cf. figure n°1) se trouve au nord de la sortie n°14 de l'A31, entre la RD611 au nord-ouest et la RD191 au sud. Il est localisé à environ 2 km du centre-ville de Toul à vol d'oiseau. Deux pylônes sont implantés dans le périmètre d'étude dans sa partie nord nord-est non implanté à l'intérieur du site du projet.

A l'intérieur de ce périmètre d'étude, le site du projet retenu pour le futur établissement pénitentiaire représenté sur la carte ci-dessous couvre une superficie de 7,5 hectares (cf. figure n°2) dont les parcelles appartiennent à la Communauté de Communes des Terres Toulaises sur une superficie de 4,5 ha, le restant appartient à des propriétaires privés. Ce site projet est bordé au nord par des bâtiments à usage industriel. Il est bordé à l'est par des terrains agricoles, et au sud et à l'ouest par l'agglomération de Toul. Deux pylônes sont également implantés sur le site projet.

La RD 611, axe principal de la commune, est relié à l'A31 à l'est et à la RD 904 à l'ouest, et longe le site d'implantation.

Le site est bordé par la RD611 au nord-ouest et par la RD191 au sud-est. Il est également bordé au sud-ouest et au sud par la bretelle de liaison entre la RD611 et l'A31 à l'échangeur n°14 à Dommartin-lès-Toul, ainsi que par la route RN411 de Toul à Pont-à-Mousson.

Le projet prévoit, sur une surface bâissable d'environ 7,5 hectares, la construction d'un établissement d'une surface utile d'environ 6 300m<sup>2</sup> avec une hauteur maximum de R + 1 pour les unités d'hébergements. Au niveau des espaces extérieurs, il est prévu deux aires de stationnements, l'un de 25 places pour les visiteurs et intervenants, et le second de 45 places pour le personnel.



Figure 1 : plan de situation

# Plan de situation

- Zone d'implantation du projet
- Périmètre du site d'étude
- Limite de commune
- ↗ Sortie autoroute

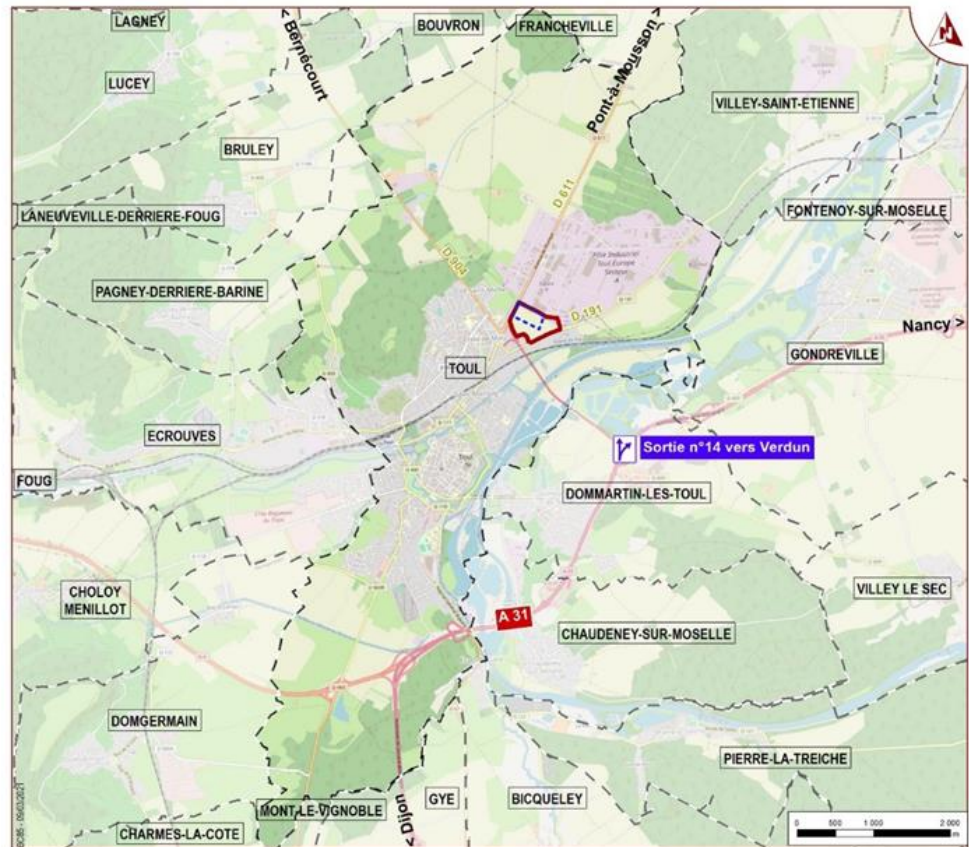
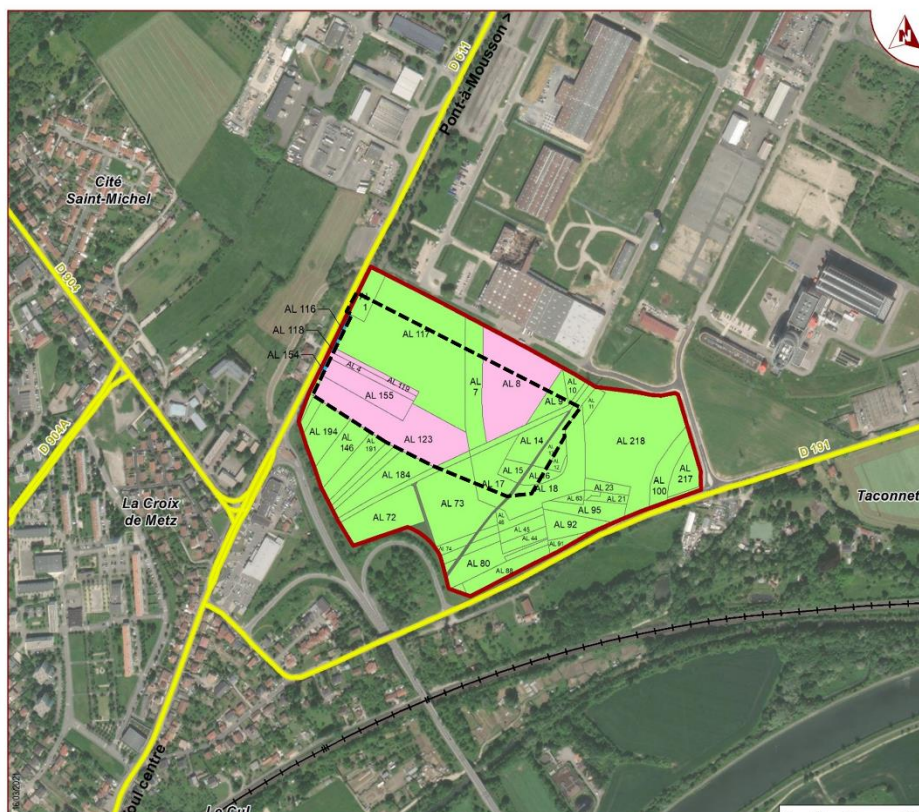


Figure 2 : emprise du site d'étude initial et emprise du projet InSERRÉ sur plan parcellaire

## Pian parcellaire

- Périmètre DUP  
  Périmètre du site d'étude  
 Route départementale  
+ + + Voie Ferrée  
**Propriétaires:**  
 Etablissement Public Foncier Grand Est  
 Etat (VNF)  
 Propriétaires privés



## 1.2. Cadre contractuel de la mise en œuvre du projet InSERRÉ à Toul

Le marché est passé en application de l'article L.2171-4 du code de la commande publique avec un groupement responsable de la conception, de la réalisation et de l'aménagement de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à TOUL (54). La procédure retenue pour l'attribution du marché public global sectoriel à tranches est la procédure avec négociation dont le déroulement est décrit aux articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique

Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre. La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

**Le montant du marché est estimé à environ 35,75M €HT en date de valeur juin 2024.**

La durée prévisionnelle globale du marché est de 30 mois hors GPA prévue contractuellement d'une durée de 16 mois, soit une durée prévisionnelle de 49 mois minimum.

Le marché comprend les délais de travaux et aménagement fixé par le lauréat sans être inférieur à 20 mois hors OPR.

La tranche ferme du marché de conception-réalisation comprend 14 missions décrites ci-après :

- M0 - PRE – Etudes préliminaires : Mise au point du processus BIM
- M1 - APS – Mise au point de l'Avant-Projet Sommaire remis lors de la consultation
- M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 - APD – Avant-Projet Définitif
- M4 - PRO – Études de Projet
- M5 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse
- M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
- M7 - TRVX – Réalisation des travaux
- M8 - AOR – Assistance aux opérations de réception
- M9 - MOB - Mobilier
- M10 - SIGN – Signalétique
- M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA
- M13 – ENV – Mesures environnementales

### **Tranche optionnelle :**

La tranche optionnelle consiste en l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie du **parking visiteurs** et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage (en remplacement des arbres prévus dans la tranche ferme).

La tranche optionnelle 1 comporte 9 missions dont le contenu est précisé à l'annexe 1 du CCAP.

Les missions sont les suivantes :

- M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M5 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse
- M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
- M7 - TRVX – Réalisation des travaux
- M8 - AOR – Assistance aux opérations de réception
- M10 - SIGN – Signalétique

- M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments
- M12 - GPA – Garantie de parfait achèvement
- M13 – ENV – Mesures environnementales

### 1.3. Missions confiées au coordonnateur SPS

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1<sup>ère</sup> catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail.

Le marché comprend :

- L'analyse des quatre offres du marché de conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à TOUL (54),
- La détermination des modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants et ouverture du registre journal de coordination,
- L'analyse des documents élaborés au cours de la conception (APS, APD, PRO, autorisations administratives, etc...) de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à TOUL (54) et de sa tranche optionnelle,
- La fourniture du PGCSPS, du cadre du DIUO, du règlement du CISSCT
- L'avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE) pour la conception - réalisation de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à TOUL (54),
- Le suivi des phases de réalisation : la préparation de chantier incluant la constitution du CISSCT, l'inspection commune initiale, la déclaration préalable, les travaux (analyse des documents d'exécution, participation obligatoire aux réunions de chantier, visites, mise à jour du RJC et du PGCSPS, présidence du CISSCT, contrôles périodiques, etc.), et la période de parfait achèvement de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à TOUL (54).

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Le coordonnateur SPS intervient pendant l'attribution du marché, la conception et l'exécution des ouvrages (y compris VRD, voies d'accès) jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (16 mois), éventuellement prolongée.

### 1.4. Principes d'intervention du coordonnateur sécurité et prévention de la santé

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.4531-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leurs incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur SPS devra être en capacité d'anticiper sur l'événement et être un acteur dynamique par sa connaissance du dossier et des modes de réalisation.



Le cas échéant, le coordonnateur SPS tiendra compte, dans l'exécution de ses missions, du guide de préconisations de sécurité sanitaire publié par l'OPPBTP, ainsi que de ses éventuelles mises à jour.

### **1.5. Décomposition en tranches**

Il est prévu deux tranches pour ce marché :

- ✓ Tranche ferme : Conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire
- ✓ Tranche optionnelle : couvre l'application des missions confiées au coordonnateur SPS, correspondant aux travaux d'installations des ombrières sur les parkings

### **1.6. Prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2. Définition des parties**

### **2.1. Le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est la personne morale définie comme telle à l'acte d'engagement (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – APIJ). Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur ». Son représentant est M. le Directeur Général de l'APIJ.

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

Le maître d'ouvrage est domicilié en son siège social situé en Ile-de-France, actuellement au Kremlin-Bicêtre (94).

### **2.2. Assistant(s) du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage » ou « conducteur d'opération », suivant les règles de passation prévues par le Code de la commande publique.

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- la conduite générale du projet,
- la procédure de permis de construire,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de validation des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage,
- la sûreté pénitentiaire,
- l'assistance conseil en exploitation maintenance,

- le commissionnement.

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, sont portées à la connaissance dudit titulaire du marché.

En outre, différentes entités du ministère de la Justice interviendront dans le cadre de cette opération, notamment :

- la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP),
- la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Grand-Est - STRASBOURG (DISP STRASBOURG),
- l'Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice (ATIGIP).

### **2.3. Contrôleur technique**

Les travaux sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le chapitre V (Articles L125-1 à L125-6) du code de la construction et de l'habitation, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Le maître d'ouvrage va donc désigner un contrôleur technique qui interviendra pendant la « conception » et « réalisation » des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée. Le nom de contrôleur Technique sera alors communiqué au Coordinateur SPS titulaire.

### **2.4. Autres intervenants**

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister, en tant que de besoin, de bureaux d'études particuliers intervenants, à titre d'exemple, sur le BIM, la sûreté, la géotechnique, les assurances, etc.

### **2.5. Titulaire**

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter les intervenants prévus dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Son équipe est constamment qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations à exécuter aux différentes phases de sa mission, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers de l'exécution des ouvrages. Le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour mener à bonne fin ses missions, à augmenter l'effectif de son équipe sans rémunération complémentaire.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P. Il respectera les modalités de changement d'intervenant détaillées à l'article 6.2 du présent CCP.

En cas de changement de la personne physique responsable du contrôle de l'opération et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire.

### **ARTICLE 3. Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement » ainsi que son annexe :
- Annexe 1. Déclaration Sous-traitance
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seule foi,
- La décomposition du prix global et forfaitaire par mission et par cotraitants (DPGF), qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires,
- Le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences du CCP.

- **Pièces générales :**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les documents techniques et réglementaires applicables à l'opération.

### **ARTICLE 4. Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité**

#### **4.1. Obligations de confidentialité**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instructions contraire du Maître d'ouvrage ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 7 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

#### **4.2. Mesures de sécurité**

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.



## **ARTICLE 5. Contenu des prestations**

Dans le cadre de ses missions successives, le coordonnateur SPS fournira les prestations suivantes :

### **5.1. Phase conception**

#### **5.1.1. Participation à l'analyse des offres**

Le coordonnateur S.P.S. réalise une analyse complète des 4 offres conception-réalisation de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à TOUL (54). Il remettra au Maître de l'ouvrage un rapport par marché, du point de vue :

- de la sécurité et la protection de la santé des travailleurs,
- des modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages,
- des modalités d'intervention du fait de l'interférence éventuelle avec des chantiers concomitants à proximité (chantier du centre pénitentiaire, celui de la zone d'activité à l'Est et à l'Ouest , non identifiés à ce stade mais qui pourraient être mis en œuvre ultérieurement dans la mesure où le site se situe dans une zone d'activité en cours de requalification avec des parcelles à aménager.
- Et des modalités d'intervention en site occupé

Cette analyse comprend l'examen des variantes proposées.

Au fur et à mesure de son analyse, le titulaire du présent marché doit signaler au maître d'ouvrage, les informations manquantes ou imprécises qui lui seraient utiles ou nécessaires. A l'issue de son analyse, le titulaire du présent marché doit remettre un rapport d'analyse initial pour chacune des offres transmises. Il indiquera en particulier dans ces rapports d'analyse les points d'attention qu'il a identifiés concernant :

- la sécurité et la protection de la santé des travailleurs intervenant sur le chantier au regard des plans d'installation de chantier et de phasage des travaux à chacune des phases ;
- les modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages induites par la conception proposée par le groupement ou l'entreprise générale (ou groupement d'opérateurs) ;
- Et les modalités d'intervention qui dérouleraient des interférences et la concomitance avec les chantiers des projets avoisinants de la zone d'activités.

Dans le cadre de la procédure avec négociations, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander des précisions ou clarifications aux candidats. Le titulaire pourra alors être sollicité pour mettre à jour et compléter son rapport d'analyse déjà remis pour inclure les précisions apportées. Le groupement attributaire sera ensuite défini à l'issue d'une commission d'attribution. Le rapport d'analyse initial demandé au titulaire du présent marché devra être réactualisé afin de prendre en compte les compléments apportés par les groupements en commission ou en mise au point, jusqu'à l'attribution du marché de conception, réalisation et aménagement.

#### **5.1.2. Modalités pratiques de coopération**

Après la notification des marchés, le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission. Le délai de fourniture au maître d'ouvrage de ce document est précisé à l'article 7 du présent CCP.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération et les diffuse à l'ensemble des intervenants de l'opération.

### **5.1.3. Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles,
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 du Code du Travail.

### **5.1.4. Avis sur les documents d'études (y compris dossier PRO)**

Le coordonnateur SPS formule un avis écrit au maître d'ouvrage sur les documents d'étude. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail, tant sur les interventions prévues pendant les travaux que sur les interventions ultérieures sur les ouvrages telles qu'elles résultent de la conception du maître d'œuvre appartenant au groupement de conception-réalisation. Ce dernier point fera l'objet d'une attention toute spécifique du coordonnateur SPS, et son analyse remise à chaque phase de conception devra être sur ce point particulièrement détaillée, en fonction du niveau d'avancement des études.

L'analyse portera par ailleurs sur les éventuelles modalités d'intervention découlant de l'interférence et la concomitance éventuelle de chantiers à proximité.

### **5.1.5. Participation à l'élaboration du PRO – Eléments à intégrer au PRO**

Le coordonnateur SPS doit donner son visa sur les documents produits par le groupement ou proposer au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier à intégrer par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage dans les pièces du PRO et en particulier :

- les éléments qui figureront dans les pièces écrites afin de définir avec le titulaire du marché de conception-réalisation des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues),
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations du titulaire du marché de conception-réalisation et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs,
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

#### **5.1.6. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**

Le titulaire du marché doit établir un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le cadre du PGCSPS est défini par l'article R.4532-44 du Code du Travail.

Le PGCSPS comportera les mesures de protections collectives à mettre en œuvre.

Le PGCSPS porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 du Code du Travail relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution des études et des travaux. Il en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

#### **5.1.7. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)**

Le titulaire du marché doit établir un Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O). Son cadre est défini par les articles R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, en collaboration avec le maître d'œuvre chargé de la mise en place de l'exploitation et de la maintenance.

Le DIUO a pour objet de préconiser l'ensemble des précautions à prendre en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage par nature de travaux.

Il comporte notamment les dispositions prises pour :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.4214-2 du code du travail;
- l'accès en couverture et notamment :
  - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
  - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
  - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes ;
- faciliter l'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
  - le ravalement des halls de grandes hauteurs ;
  - les accès aux cabines d'ascenseurs ;
  - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;

Il indique également :

- Les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le D.I.U.O. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

#### **5.1.8. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.)**

Il est constitué et organisé en application de l'article L.4532-10 et des articles R.4532-77 à R.4532-94 du Code du Travail.

Le coordonnateur S.P.S. élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au PGCSPS. Ce document est joint au PGCSPS.

## **5.2. Phase préparation du chantier**

### **5.2.1. Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation**

En cas de changement d'interlocuteur entre la phase étude et de chantier par le titulaire celui-ci assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, au coordonnateur en phase de réalisation désigné pour lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il doit établir pour cela un procès-verbal dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS en phase de réalisation accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

### **5.2.2. Missions du CSPS**

Pendant la phase préparatoire des chantiers, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par les membres du groupement de conception-réalisation et au calendrier de travaux définitifs notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit (Code du travail, art. R.4532-48) ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations de gros œuvre aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.
- tient compte des interférences avec les activités de travaux sur le site à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet notamment procède avec le maître d'ouvrage et groupement titulaire du marché de travaux, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones dans

lesquelles se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelés à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature, à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels aura accès le personnel des entreprises.

#### **5.2.3. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) :**

Le coordonnateur S.P.S. propose au Maître de l’Ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans un délai précisé à l’article 7 du présent CCP, ainsi que toute modification ultérieure.

Le coordonnateur SPS devra assurer la présidence et le fonctionnement du C.I.S.S.C.T conformément aux dispositions des articles R. 4532-80 à R. 4532-90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

#### **5.2.4. Coordination des activités - Inspection commune de chantier**

Le coordonnateur S.P.S. doit organiser entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Il est précisé que cette inspection commune ne peut avoir lieu avant que le maître d’ouvrage n’ait agréé le sous-traitant, et il revient au coordonnateur SPS d’assurer cette vérification auprès du maître de l’ouvrage.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

#### **5.2.5. Déclaration préalable**

Le coordonnateur SPS doit assister le maître d’ouvrage dans la rédaction de la déclaration préalable d’ouverture de chantier.

Il recueille auprès des différents partenaires l'ensemble des informations et fournit au Maître de l’Ouvrage, pour transmission à l’inspecteur du travail et aux organismes visés à l’article L.4532-1 du code du travail, la déclaration préalable. Cette déclaration, en application de l’article R.4532-3 du même code, doit être adressée avant le début des travaux.

#### **5.2.6. Mise à jour du DIUO**

Après la période de préparation, le coordonnateur SPS doit communiquer au maître d'ouvrage le cadre du DIUO renseigné par les entreprises avec les premières informations qu'elles ont fournies.

#### **5.3. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE)**

Le coordonnateur SPS doit analyser tout document d'exécution (EXE) en lien avec sa mission, et remettre ses observations écrites au maître d'ouvrage.

Il est en particulier précisé que le coordonnateur SPS ne recevra pas en version papier les documents d'exécution.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai défini à l'article 7 du présent CCP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par les entreprises, pour formuler un avis au maître d'ouvrage. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail.

#### **5.4. Phase travaux**

##### **5.4.1. Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier**

Dès que les programmes d'exécution des travaux sont établis, le coordonnateur S.P.S. doit remettre au Maître de l'Ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause, il doit participer à toutes les réunions, en particulier de chantier pour les sujets qui le concernent, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

##### **5.4.2. Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier**

A la fin de chaque mois, il doit remettre au Maître de l'Ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture d'un chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est consultable dans le bureau de chantier.

##### **5.4.3. Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase de réalisation**

Le coordonnateur SPS en phase chantier doit contribuer, dans le cadre de la mission qui lui est confiée, à l'élaboration du projet d'exécution en proposant au Maître de l'Ouvrage ou à son représentant, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier les éléments qui figureront dans les pièces écrites du PRO, afin de permettre aux entreprises de prendre connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) :

- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations du groupement de conception-réalisation et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs,

- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail.

Le coordonnateur SPS doit s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs des chantiers et du public et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

#### **5.4.4. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le PGCSPS en fonction de l'évolution des chantiers et en fait mention au registre journal. Il communique au fur et à mesure ces modifications au maître d'œuvre et aux entreprises de travaux.

Le coordonnateur SPS doit harmoniser et intégrer dans le PGCSPS, les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) remis par le titulaire du marché de conception-réalisation et ses sous-traitants. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux entreprises et au maître d'ouvrage.

La périodicité de ces mises à jour ne devra pas être supérieure à 4 mois.

Les sous-traitants agréés doivent remettre leur PPSPS au coordonnateur avant de pouvoir accéder au chantier.

#### **5.4.5. Coordination des activités – Inspection commune de chantier**

Dans les mêmes conditions qu'à l'article 5.2.4, le CSPS, doit procéder avec chaque entreprise susceptible d'intervenir, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

#### **5.4.6. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) :**

Le coordonnateur S.P.S. rédige le procès-verbal de réunion du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

Il est également tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

Il dispose d'un délai d'une semaine pour formaliser ces réponses à compter de la réception de la question.

#### **5.4.7. Mise à jour du dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)**

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution ainsi que lors de la remise des dossiers des ouvrages exécutés. Il comporte notamment :

- Les dispositions prises pour
  - le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.4214-2 du Code du Travail ;

- l'accès en couverture notamment :
  - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée,
  - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes,
  - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes et notamment le remplacement des sources d'éclairage des façades.
- faciliter l'entretien des façades et notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle,
- faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
  - le nettoyage et le ravalement des halls de grande hauteur ;
  - les accès aux cabines d'ascenseurs ou monte-charge ;
  - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;
  - les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Après la fin des travaux, le coordonnateur SPS communique le DIUO complété au maître d'ouvrage. Il sera mis à jour sur la base de DOE reçus par le groupement de conception-réalisation.

#### **5.4.8. Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Les dispositions définies à l'article 5.1.3 sont applicables de la même manière par le titulaire du marché en phase travaux. Elles sont complétées par les dispositions suivantes.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par la ou les entreprise(s).

Le coordonnateur SPS fait un rapport mensuellement ou dès qu'il le juge nécessaire au maître d'ouvrage des éléments portés au RJC. Ce rapport est à fournir dans les délais indiqués au CCP.

#### **5.4.9. Inspections de chantier**

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier, à une fréquence a minima hebdomadaire, pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans le marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues dans le CISSCT. Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal.

Un extrait du registre journal est adressé aussi tôt que possible à tous les intervenants dès qu'un manquement est constaté.

#### **5.4.10. Accès au chantier**

Le coordonnateur S.P.S. ayant déterminé dans le PGCSPPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, est en charge de rappeler leurs obligations en



la matière aux entreprises.

Il procède à des contrôles pour vérifier que ces dispositions sont mises en œuvre et respectées.

Il signale sans délai au maître d'ouvrage toute situation qui lui semble litigieuse.

#### **5.4.11. Interférences avec les activités d'exploitation extérieures à l'ouvrage**

Pour les travaux portant sur des ouvrages situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du Travail.

#### **5.4.12. Autres prestations du coordonnateur SPS**

En complément des prestations définies ci-dessus, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation les prestations suivantes :

- Etablissement des statistiques d'accidents de travail ;
- Analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- Examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;
- Assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics.

### **5.5. Phase réception des travaux**

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage, en trois exemplaires, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) provisoire. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- Tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R.4211-3 du Code du travail. Le dossier de maintenance est élaboré par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission exploitation maintenance ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS) et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieures sur l'ouvrage.

Dans le cas où les travaux seraient réceptionnés par phase, le coordonnateur transmettra :

- Un premier dossier DIUO provisoire à l'issue des travaux de la première phase,
- Un second DIUO provisoire à l'issue des travaux des phases successives.

## **5.6. Mission durant la garantie de parfait achèvement**

### **5.6.1. Interférences avec les activités d'exploitation**

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les dispositions à soumettre au chef d'établissement pour qu'il arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement pendant leur parfait achèvement, en application de l'article R.4532-14 du Code du Travail.

A chaque intervention d'entreprise (levée de réserves, correction de désordre ou de dysfonctionnement...), le coordonnateur SPS assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

### **5.6.2. Mise à jour du DIUO à l'achèvement de la période de garantie de parfait achèvement**

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS doit remettre au maître de l'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) définitif qui prendra en compte la dernière version à jour du DDOE remis par le groupement et les éventuelles modifications d'ouvrages opérées dans le cadre de la GPA.

Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

## **ARTICLE 6. Modalités d'intervention**

### **6.1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le maître d'ouvrage attachant une grande importance aux délais, le CSPS devra organiser son travail de manière à intervenir de façon permanente au niveau de l'analyse des propositions des candidats, au cours de la mise au point du marché, et après notification du groupement de conception réalisation titulaire du marché, durant l'élaboration de chaque phase des études de conception, en cours de réalisation, lors des opérations préalables de la réception, de la levée des réserves éventuelles et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

#### **6.1.1. Phase analyse des offres**

Le titulaire du marché analysera les offres des candidats du marché de conception réalisation de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à Toul (54).

#### **6.1.2. Phase de conception**

Le coordonnateur SPS peut intervenir dans toute réunion organisée en phase de conception par le maître d'ouvrage ou son représentant ou par le groupement titulaire du marché de conception-réalisation-aménagement.

Il peut demander au titulaire du marché de conception-réalisation et d'aménagements tout document utile au déroulement de sa mission. Celui-ci est tenu de répondre à cette demande.

Il peut intervenir de la même manière auprès de tous les autres intervenants dans le projet.

Il peut demander au cours de la phase de conception au maître d'ouvrage d'ordonner que des études ou documents soient réalisés, modifiés ou complétés, s'il considère que cela est nécessaire à la prise en compte des questions relatives à sa mission, tant en ce qui concerne la phase de réalisation des ouvrages qu'en ce qui concerne leur exploitation ultérieure. Ces demandes qui seront adressées par écrit au maître d'ouvrage seront motivées sur le plan technique et réglementaire.

### **6.1.3. Phase de réalisation**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai et, par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Cette information doit être confirmée par écrit (courriel suivi d'un courrier avec accusé de réception).

Pour exercer sa mission, le coordonnateur peut demander tout document utile à la compréhension de la situation ou proposer au maître d'ouvrage qu'une réunion spécifique soit organisée pour définir avec l'entreprise les mesures à prendre.

Dans le cas où il constaterait des situations de danger lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur SPS intervient auprès du mandataire du marché de conception-réalisation et aménagement ou son représentant sur le chantier et auprès des entreprises concernées pour définir avec elles les mesures à prendre pour supprimer le danger. Néanmoins, la décision concernant les suites à donner à son constat demeure de la responsabilité du groupement.

En cas de danger grave et imminent qu'il constaterait, il peut, si cela est la mesure appropriée, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 2 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

### **6.1.4. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

Les moyens dont le coordonnateur SPS dispose contractuellement sont définis ci-après.

En tout état de cause, si le coordonnateur de sécurité constate à quelque moment que ce soit, que les moyens mis à sa disposition ne sont pas suffisants pour le bon exercice de sa mission, il devra en avvertir au plus vite et sous la forme d'un mémoire motivé le maître de l'ouvrage ou son représentant.

### **6.1.5. Moyens apportés par les prescriptions du CCAP du marché de conception-réalisation et aménagement**

Les CCAP du marché de conception-réalisation et aménagement imposent aux titulaires la prise en compte de la mission du coordonnateur SPS et précisent certaines modalités de la coopération à établir entre le groupement titulaire, le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur s'appuiera sur les obligations contractuelles des titulaires du marché de conception-réalisation et aménagement au cours de la réalisation de sa mission et informera le maître d'ouvrage en temps réel des difficultés rencontrées ou manquements du groupement à cet égard. Il proposera, le cas échéant, un projet de courrier de mise en demeure à adresser par le maître d'ouvrage ou la mise en œuvre de sanctions ou pénalités prévues dans le marché de conception-réalisation et aménagement.

### **6.1.6. Libre accès**

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- à tous les documents d'étude et à toutes les réunions concernant la conception des ouvrages ;
- au chantier en respectant les principes de sécurité ;

- aux bureaux de chantiers et au matériel mis à disposition du maître d'ouvrage pour ses différentes réunions. Ce libre accès n'autorise pas le titulaire à utiliser les moyens téléphoniques, télématiques et de reproduction pour les besoins de sa mission et notamment pour la diffusion de documents, comptes rendus, DIUO, etc.

#### **6.1.7. Transmission des documents**

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur les documents par voie dématérialisée prévus au présent CCP sous format Word, Excel ou PDF. Il ne sera pas fourni de document au format papier.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui sont remis dans le cadre du présent marché.

Tous les rapports seront remis au maître d'ouvrage avec copie au titulaire du marché de conception-réalisation.

Chaque dossier peut éventuellement faire l'objet de versions provisoires. Le coordinateur SPS établira une version corrigée de son document dans les délais mentionnés à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

#### **6.1.8. Gestion électronique des documents**

Dans le cas où le titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement met en place un système de gestion électronique des documents, le titulaire du présent marché utilisera exclusivement ce moyen pour la diffusion des documents d'étude.

Dans ce cas, le titulaire du présent marché devra utiliser ce système :

- Dans le cadre des phases de conception, pour accéder aux documents d'études, le rapport d'analyse étant transmis uniquement au maître d'ouvrage,
- Dans le cadre de la phase de réalisation, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Le projet sera également développé en BIM. Le coordonnateur SPS intégrera ses observations en BCF dans la maquette, selon le délai défini à l'article 7 du présent CCP.

#### **6.1.9. Dispositions prises par le maître d'ouvrage**

##### **6.1.9.1. Phase de conception**

- Le maître d'ouvrage met à disposition dans les locaux de l'APIJ, au Kremlin-Bicêtre, en vue de l'analyse par le coordonnateur SPS, l'ensemble des documents remis par les candidats du marché de conception-réalisation et aménagement dans le cadre de leurs offres.
- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
  - tous les documents d'étude relatifs à la mise au point de l'avant-projet sommaire, des études d'avant-projet définitif et de projet,
  - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
  - tous les documents d'exécution des ouvrages,
  - le calendrier de l'ensemble de l'opération,
  - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection

de la santé des travailleurs,

- la copie des déclarations d'accidents de travail,
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS de toutes les réunions organisées par le groupement conception-réalisation et aménagement et notamment par son responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (OPC) et auxquelles il est systématiquement invité. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement titulaire du marché de conception-réalisation, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc...) ... et en particulier :
  - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le groupement titulaire en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
  - par le groupement titulaire, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

#### 6.1.9.2. Phase de réalisation

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur CSPS :
  - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
  - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris ceux des travaux de levées de réserves et de parfait achèvement ;
  - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - la copie des déclarations d'accidents de travail ;
  - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
  - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
  - par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que le coordonnateur SPS soit informé :
  - de toutes les réunions organisées par le groupement conception-réalisation titulaire ou par son responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (OPC) et auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. ;

- il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux.
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement conception-réalisation, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc.) et en particulier :
  - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le groupement conception- réalisation en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
  - par le groupement titulaire, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

## 6.2. Conditions d'exécution

### 6.2.1. Changement d'intervenant

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de CSPS de niveau 1 défini par l'article R. 4532-23 et R. 4532-24 du Code du Travail doit en permanence et pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché pour faute du titulaire (cf. article 13.2 ci-après).

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur SPS, ou son remplaçant à l'occasion d'indisponibilité temporaire. Le mémoire technique identifie précisément ces personnes physiques.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire.

En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG PI ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS assure dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

#### **6.2.2. Déroulement de la mission sur le chantier**

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi ou lui a été communiqué, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

Un assistant au maître d'ouvrage pourra être chargé du suivi technique et économique du projet notamment la conduite d'opération jusqu'à la phase de parfait achèvement. Le CSPS lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, aux entreprises et aux prestataires.

En tout état de cause le CSPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission, et notamment à toutes les réunions hebdomadaires de chantier. A chacune des réunions hebdomadaires de chantier, il rend compte du respect des mesures de sécurité, de ses observations lors des visites inopinées de la semaine ainsi que des dispositions particulières à prévoir en fonction du planning de l'opération et de tous sujets concernant l'hygiène et la sécurité.

Le CSPS prévoira autant de réunions que nécessaires avec les différents intervenants du chantier, en plus des réunions de chantier. Par ailleurs, le CSPS est tenu de participer à toute réunion sur demande de la maîtrise d'ouvrage. Ces réunions pourront se tenir soit sur le site de projet à Toul, soit au siège de l'APIJ, au Kremlin-Bicêtre.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par le groupement titulaire.

A la fin de chaque mois « n », il remet au maître d'ouvrage, avant le 5 du mois « n+1 », un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et notamment :

- le nombre, la fréquence et le temps de présence sur le chantier ventilés entre les réunions, les visites systématiques et les visites inopinées, les inspections communes,
- les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) et/ou leurs compléments,
- les compléments apportés au RJC,
- le nombre de remarques et d'observations classées par thèmes,
- les incidents ou accidents et le taux de gravité des accidents,
- les versions successives du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

## **ARTICLE 7. Délais et pénalités**

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours

calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

Les pénalités citées ci-dessous sont applicables au titulaire sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage. Les délais et pénalités applicables en cas de retard ou de manquement sont récapitulés dans le tableau suivant :

Article du CCP	Elément de mission ou livrable	Délais (jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou manquement
<b>Analyse des offres et conception (§5.1)</b>				
5.1.1	Rapport initial d'analyse des 3 offres du marché de conception réalisation	15	Mise à disposition des offres par voie dématérialisée ou en papier dans les locaux de l'APIJ	150 € par jour calendaire
5.1.1	Actualisation du rapport d'analyse de l'offre attributaire	5	de la demande du pouvoir adjudicateur	150 € par jour calendaire
5.1.2	Document détaillant les modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants	14	De la notification du marché de conception-réalisation	100 € par jour calendaire
5.1.3	Ouverture et remise du registre journal de la coordination (RJC)	30	de la demande du pouvoir adjudicateur	100 € par jour calendaire
5.1.4	Avis sur l'avant-projet sommaire (APS)	10	de sa réception	100 € par jour calendaire
5.1.4	Avis sur l'avant-projet définitif (APD)	10	de sa réception	100 € par jour calendaire
5.1.4	Avis sur le projet (PRO)	10	de sa réception	100 € par jour calendaire
5.1.5	Proposition d'éléments à intégrer au PRO	10	réception de l'APD	100 € par jour calendaire
5.1.5	Première remise du Plan Général de Coordination (PGCSPS)	20	de la réception de l'APS	100 € par jour calendaire
5.1.5	Remise de la mise à jour du Plan Général de Coordination (PGCSPS) au fur et à mesure des études et travaux	20	de la réception de l'APD, puis du PRO	100 € par jour calendaire
5.1.5	Remise du projet de dossier d'intervention ultérieure	20	de la réception du PRO	100 € par jour calendaire



	des ouvrages (DIUO) sur la base du dossier PRO			
5.1.5	Transmission du projet de règlement de CISSCT	20	de la réception du PRO	100 € par jour calendaire
<b>Préparation de chantier (§5.2)</b>				
5.2.1	Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation	14	de la validation du PRO par le maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire
5.2.3	Proposition sur la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité (CISSCT)	14	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	100 € par jours calendaire
5.2.4	Organisation de la visite d'inspection commune de chantier	7	A compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune soit par le maître d'ouvrage, soit par le titulaire du marché de conception réalisation	300 € par jour calendaire
5.2.5	Fourniture de la déclaration préalable	7	A compter de la demande de fourniture de la déclaration préalable par le maître d'ouvrage	300 € par jour calendaire
5.2.6	Communication de la mise à jour du cadre du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)	14	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	2 000 € par jour calendaire
<b>Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (§5.3)</b>				
5.3	Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE)	10	de leur réception	100 € par jour calendaire
<b>Phase travaux (§5.4)</b>				
5.4.1	Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier	14	De la réception du programme d'exécution des travaux	100 € par jour calendaire
5.4.2	Remise du compte rendu d'avancement de l'exécution de la mission	7	Dernier jour ouvré du mois	100 € par jour calendaire
5.4.4	Remise de la mise à jour du Plan Général de Coordination (PGCSPS) au fur et à mesure des travaux	20	de la réception de l'APD, puis du PRO	100 € par jour calendaire
5.4.5	Organisation de la visite d'inspection commune de chantier	7	A compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune soit par le maître d'ouvrage, soit par le	300 € par jour calendaire

			titulaire du marché de conception réalisation	
5.4.6	Envoi du procès-verbal de réunion du Collège Interentreprises de Sécurité (CISSCT)	3	de la réunion concernée	100 € par jour calendaire
5.4.6	Réponse écrite aux observations formulées par le CISSCT	5	Réception de la question	100 € par jour calendaire
5.34.11	Envoi des mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation extérieures à l'ouvrage	7	Date d'inspection commune avec le chef d'établissement concerné	100 € par jour calendaire
5.4.12	Transmission des statistiques d'accidents du travail	7	Dernier jour ouvré du mois	100 € par jour calendaire
5.4.12	Transmission de l'analyse des rapports d'accident transmis par les entreprises	2	Réception du rapport d'accident	500 € par jour calendaire
5.4.12	Transmission de l'examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels	7	Réception des demandes des organismes officiels	300 € par jour calendaire
Réception des travaux (§5.5)				
5.5	Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) – Version provisoire, avec bordereau d'envoi		Le jour de la réception des ouvrages	2 000 € par jour calendaire
	Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) v2	30 jours	Remise du DOE définitif	300 € par jour calendaire de retard
Parfait achèvement (§5.6)				
5.6.1	Transmission des dispositions à soumettre au chef d'établissement pour arrêter les conditions particulières d'exploitation	7	Réception de la demande du maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire
5.6.2	Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) – version définitive, avec bordereau d'envoi	Au plus tard un mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA)		2 000 € par jour calendaire
Divers				

En cas de non-respect des autres délais	100 € par jour calendaire
En cas de non tenue du registre journal de la coordination (RJC)	100 € par manquement constaté
En cas de non-respect de la fréquence hebdomadaire des inspections de chantier	300 € par manquement constaté
Absence à une réunion de chantier et à une réunion spécifique à laquelle le titulaire est dûment convoqué	300 € par absence
Cas où le titulaire aurait toléré ou omis de signaler au maître d'ouvrage l'intervention sur le chantier de travailleurs qui ne sont pas salariés d'une entreprise titulaire d'un marché, d'un sous-traitant agréé ou d'un fournisseur autorisé à pénétrer ponctuellement sur le chantier,	1 000€ par infraction constatée
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 16 du présent CCP (*)	150 € par jour calendaire
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP	300 € par constat
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail	1 000 € par situation irrégulière constatée
En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCP	2100 € par manquement
En cas de dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité	2000 € par jour calendaire de retard

(\*) En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 7 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

En outre, l'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Les pénalités peuvent se cumuler, le cas échéant.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si celui-ci est imputable au pouvoir adjudicateur.

En outre, l'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

## CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### ARTICLE 8. Exécution du marché

#### 8.1 Modalités d'exécution

Le démarrage des missions est déclenché par la notification du marché au titulaire.

#### 8.2. Décomposition du marché

Le présent marché est décomposé par phases et par éléments de missions.

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle :

➤ **Tranche ferme : Conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire :**

La tranche ferme du présent marché couvre l'application des missions confiées au coordonnateur SPS, correspondant au périmètre du projet regroupant l'ensemble des ouvrages et espaces en et hors enceinte de l'établissement, ainsi que ses équipements associés.

La solution technique retenue en tranche ferme pour respecter les exigences de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets pour le parking visiteurs consiste en la plantation d'arbres permettant d'ombrager le parking du projet sur au moins la moitié de leur superficie (le parking personnels, étant un parking d'accès privé de moins de 1 500 m<sup>2</sup>, n'est soumis à aucune prescription en matière de plantation d'arbres ou d'installations d'ombrières avec moyens de production d'énergie renouvelable, et ne fera donc pas l'objet d'aménagements de ce type, ni dans la tranche ferme ni dans la tranche optionnelle).

La tranche ferme inclut la mise en œuvre de mesures conservatoires permettant ultérieurement l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie du parking visiteurs du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage.

Dans ce périmètre, la tranche ferme intègre l'ensemble des éléments de missions listés à l'article 1.2 à la fois sur les phases d'étude de conception (APS, APD, PRO), que de préparation, de réalisation, de réception de travaux et suivi en GPA.

La tranche ferme comprend, en sus du périmètre cité plus haut, les phases d'études APS, APD et PRO pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.

➤ **Tranche optionnelle : Conception, réalisation et installation d'ombrières sur le parking visiteurs**

La tranche optionnelle couvre l'application des missions confiées au coordonnateur SPS, correspondant pour la réalisation des études d'exécution (EXE) et des travaux de réalisation d'ombrières sur le parking visiteurs.

Ces ombrières couvriront au moins la moitié de la superficie du parking visiteur et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage (en remplacement des arbres prévus dans la tranche ferme).

#### 8.3. Affermissement de la tranche optionnelle

La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de l'admission du PRO de la tranche ferme (M4) du marché de conception-réalisation de l'opération.

Cette notification peut être faite par voie électronique par l'APIJ. Le titulaire doit alors accuser réception par retour de mail.

Conformément à l'article 13.1.3 du CCAG-PI, le délai d'exécution de la tranche optionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement sauf si cette décision prévoit une date différente.

En cas de décision de non-affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité de dédit ne sera versée.

En cas de retard dans l'affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité de retard ne sera versée

#### **8.4. Validation des documents et avis remis par le titulaire**

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

Cette validation peut être donnée par tout moyen. L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai ne vaut pas validation tacite.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'APIJ dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Pour les autres éléments de mission pendant la phase de travaux (Article 5.4 du présent CCP), les stipulations du C.C.A.G.-P.I. sont seules applicables.

#### **8.5. Achèvement de la mission**

Les interventions du coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux 2021) et sous réserve titulaire a rempli toutes ses obligations et ait transmis les éléments prévus à l'article 5.6. Cette période, d'une durée initiale de seize (16) mois, peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur. Dans cette hypothèse, dont le CSPS sera avisé, ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'un procès-verbal établi sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, signé par le pouvoir adjudicateur, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

---

## **CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT**

### **ARTICLE 9. Prix**

#### **9.1. Répartition des prix**

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler (DPGF), remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au titulaire du présent marché, à ses cotraitants.

#### **9.2. Contenu des prix**

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'article 4 ci avant.

### **9.3. Variation des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en première page de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie ING publié bulletin officiel du ministère de l'Équipement.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 4 / I_0 - 4)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les dernières valeurs connues prises par l'index respectivement au mois zéro moins 4 mois et au mois de réalisation des prestations moins quatre mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte (ou d'un paiement partiel définitif) est supérieure à 1 mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

### **9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Conformément aux articles 259, 279, 296 et 298 du Code Général des Impôts, la taxation sur la valeur ajoutée (T.V.A)s'appliquera au lieu de situation de l'ouvrage immobilier à réaliser, à savoir la France métropolitaine.

### **9.5. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation**

En application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant du présent marché peut être revu à la hausse pour la réalisation de prestations complémentaires selon les conditions précisées ci-après aux articles 9.5.1 et 9.5.2 du présent CCP.

Ces prestations complémentaires seront de même nature que celles prévues dans le marché initial et feront l'objet d'un ou plusieurs ordres de service visant à en préciser la nature, l'étendue et le montant.

Toute modification du marché faite au titre du présent article du CCP sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

#### **9.5.1. En phase études et conception :**

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de reprise d'études de conception résultant de l'ajournement ou du rejet des études produites par le groupement ou encore d'une évolution des normes, réglementations et référentiels applicables.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées et

sera établie sur la base des prix unitaires et forfaits journaliers figurant dans l'offre du titulaire, sans que son montant ne puisse excéder le montant forfaitaire de l'élément de mission en cours (missions M1 à M7 de l'article 5.1 du présent CCP).

#### **9.5.2. En phase travaux :**

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de prolongation de la durée du chantier actée par le pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai de la mission M11 de l'article 5.4 du présent CCP et relative au « suivi des travaux et intervention sur site » par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette mission.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen de la mission M7 indiqué dans l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 10. Modalités de règlement**

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

L'utilisation de ce système est obligatoire pour le titulaire.

#### **10.1. Avance**

L'option A prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai de 30 jours à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du premier élément constitutif de la mission.

Le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des demandes d'acompte présentées par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

#### **10.2. Acomptes et solde**

- Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront pour chaque élément de mission au plus à 80% du montant des missions 1 à 9 (phase conception et préparation de chantier) et 12 à 13 (Fourniture du DIUO et suivi GPA) indiquées dans la DPGF,

- 90% du montant des missions 10 et 11 (Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE) et Suivi des travaux et intervention sur le chantier) indiquées dans la DPGF.

Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur, qui pourra valider la réalisation des prestations par tout moyen.

#### **10.2.1. Décompte périodique**

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom de l'opération
- La date de facturation
- Le nom et l'adresse du créancier
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement.
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalité et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

#### **10.2.2. Décompte final**

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, sous forme de projet de décompte final dans les conditions définies à l'article 11.8 du CCAG-PI sur EDIFLEX.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.



### **10.3. Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

#### **a) Pour les cotraitants**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

#### **b) Pour les sous-traitants**

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation produite sous Ediflex, signée par le titulaire mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **10.4. Délais de paiement**

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

---

## **CHAPITRE IV : DIVERS**

### **ARTICLE 11. Assurances**

#### **11.1. Responsabilités**

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil.

#### **11.2. Assurances**

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel,

du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

## **ARTICLE 12. Arrêt de l'exécution du marché**

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des missions définies au marché à l'article 1.3 du présent CCP, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

## **ARTICLE 13. Résiliation du marché**

### **13.1. Résiliation du marché**

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 12 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

### **13.2. Résiliation du fait du maître du pouvoir adjudicateur**

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée, est fixé à 1%.

### **13.3. Résiliation aux torts du titulaire**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2341-1 et L.2341-5 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions de l'article L.2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R.8822-5 ou R.8822-7 et R.8822-8 du Code du travail conformément au Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

### **13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 14. Règlements des différends**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

## **ARTICLE 15. Exclusivité – conflits d'intérêts**

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout évènement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire et ses cotraitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire ou ses cotraitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception réalisation et aménagement.

## **ARTICLE 16. Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés**

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

## **ARTICLE 17. Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés**

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

## **ARTICLE 18. Article 18 : Dérogations aux documents généraux**

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

\*\*\*\*\*